

# Face au méthane, les options divergentes des syndicats agricoles

3 NOVEMBRE 2021 PAR AMÉLIE POINSSOT

**L'agriculture est responsable de 23 % des émissions de gaz à effet de serre. Parmi ceux-ci, près de la moitié des émissions de méthane lui revient. Les syndicats du secteur sont-ils prêts à réduire cette empreinte dans l'atmosphère ? Tour d'horizon.**

Avant le rapport du Giec de l'été 2019, la chose n'était guère connue. Mais depuis, difficile de l'ignorer : à l'échelle planétaire, l'agriculture et la déforestation sont responsables de 23 % des émissions de gaz à effet de serre. Parmi ces gaz, deux sont intrinsèquement liés à l'activité agricole et sont nettement plus destructeurs pour l'atmosphère que le CO<sub>2</sub> : le protoxyde d'azote et le méthane.

Ce dernier est, pour la première fois, à l'ordre du jour des négociations internationales sur le climat : ce mardi 2 novembre, au cours de la COP26 qui se tient à Glasgow, au Royaume-Uni, une initiative conjointe de l'Union européenne et des États-Unis a émergé pour réduire les émissions de méthane au niveau mondial (*lire l'article de Mickaël Correia*). L'objectif : une diminution de 30 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2020.

Comment parvenir à une telle baisse dans les huit années qui viennent ? En agriculture, les émissions de méthane sont principalement dues à la riziculture et à l'élevage, bovin en particulier. Le mécanisme de digestion des ruminants dégage en effet du méthane : ce sont les pets et les rots des vaches. Les déjections, que les agriculteurs collectent sous la forme de lisier, émettent également ce gaz incolore et inodore, mais 29 fois plus nocif pour l'atmosphère, sur cent ans, que le CO<sub>2</sub>.



Dans une ferme laitière d'Ille-et-Vilaine, en Bretagne. © Georges Gobet / AFP

Pour le monde de la recherche qui travaille sur des scénarios de transition climatique de l'agriculture, la diminution des cheptels apparaît donc comme un point clef. C'est en tout cas ce que préconise le modèle « Tyfa », qui table sur une baisse en volume des élevages de 45 % d'ici à 2050. C'est aussi ce qu'ont récemment annoncé les Pays-Bas, prenant conscience d'être allés trop loin dans l'intensification. En septembre, le ministère néerlandais

des finances et de l'agriculture a proposé un plan de diminution de 30 % des animaux d'élevage – sur un total de 100 millions que compte le pays.

Diminuer les cheptels pour faire face à l'enjeu climatique, est-ce un scénario possible pour la France ? Mediapart a fait le tour des syndicats agricoles pour leur poser la question. Si la Confédération paysanne et le Modef (Mouvement de défense des exploitants familiaux) sont prêts à affronter cette problématique, les autres s'y refusent. Et mettent en avant d'autres mesures qui permettraient d'atténuer les émissions sur les fermes.

Pour la **FNSEA**, le syndicat historiquement majoritaire (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles - ses listes communes avec le syndicat des Jeunes Agriculteurs ont remporté 55,31 % des voix aux dernières élections des chambres d'agriculture, en 2019), il n'est pas question de réduire la taille des élevages français. « *Si nous faisons cela, les consommateurs iront acheter ailleurs, ce qui augmentera les importations et fera repartir à la hausse les émissions de gaz à effet de serre*, estime le vice-président du syndicat Henri Bies-Péré. *La taille des cheptels dépend du comportement des consommateurs, on ne peut pas décréter que la consommation de viande va diminuer.* »

Cet éleveur de vaches laitières dans le Béarn souligne par ailleurs le rôle positif des prairies d'élevage dans le captage du CO<sub>2</sub>, même s'il reconnaît que dans le bilan entre émissions de méthane et captage de carbone l'équilibre n'est pas atteint.

- Surexploitation des terres et climat: le Giec souligne un cercle vicieux PAR **CHRISTOPHE GUEUGNEAU**
- Rapport du Giec : le changement climatique s'aggrave PAR **MICKAËL CORREIA**

Selon lui, des pistes sont à encourager à l'échelle des fermes : la couverture des fosses à lisier, pour éviter que les émissions liées aux déjections ne s'échappent dans l'air ; et au moment de son épandage comme engrais pour les cultures, son enfouissement immédiat dans la terre. « *Ce sont des améliorations qui sont de plus en plus mises en place à l'occasion d'un plan de modernisation d'une ferme ou de l'installation de jeunes dans le métier.* »

Ces investissements se font généralement à la suite d'un diagnostic sur une exploitation agricole. Problème : ces diagnostics ne sont pas obligatoires, à peine 6 000 ont été réalisés jusqu'à présent sur les quelque 110 000 élevages bovins que compte la France. Pour les 50 000 exploitations laitières, l'objectif, souligne Henri Bies-Péré, est d'avoir 10 000 diagnostics réalisés d'ici à 2025. Ce qui n'est que la première étape avant une éventuelle modernisation...

« *Nous comptons également sur les fruits de la recherche, complète l' élu de la FNSEA. À terme, nous pourrions ajouter dans la ration alimentaire des bovins des ferments ou des bactéries qui permettront une meilleure digestion, moins émettrice de méthane. Nos maîtres mots sont : innovation, recherche, développement.* »

Les **JA** (Jeunes Agriculteurs), étroitement liés à la FNSEA, se situent dans une perspective assez semblable. « *Nous croyons à l'innovation. La première d'entre elles se jouera au niveau de l'alimentation des ruminants, explique Manon Pisani, membre du bureau. Le travail de la recherche peut nous aider à trouver le bon équilibre entre céréales et fourrage qui permettra de réduire les émissions de méthane, mais pour cela, il faut arrêter de réduire les crédits alloués à la recherche.* »

La génétique pourrait aussi apporter des solutions, estime cette éleveuse de porcs et de chevaux, également installée dans le Béarn : « *La recherche va nous aider à trouver les bonnes races, les bons croisements, pour avoir des animaux qui auront peut-être moins besoin de manger, et donc auront moins de rejets de méthane.* »

« ***Le traitement des lisiers est aussi important que le bien-être animal.*** »

Manon Pisani, élue des Jeunes Agriculteurs

Même chose en riziculture, où un travail de sélection pourrait aboutir à des variétés moins émettrices de méthane. « *Un label bas méthane pourrait être mis en place* », imagine même Manon Pisani. Pas question en tout cas de réduire le nombre de bêtes, ce qui menacerait « *l'équilibre alimentaire de nos concitoyens* » et ouvrirait la porte à des importations de viande « *élevée dans des conditions que l'on ne cautionne ni en France ni en Europe* ». L'élevage hexagonal reste de l' « *agriculture familiale* », avance l'élue, qui ne voit aucun problème au maintien d'une forme d'élevage intensif sur le territoire. « *Le consommateur n'est pas prêt pour les prix de l'élevage extensif, qui coûte plus cher.* »

La jeune exploitante de 27 ans estime que le plan de relance, qui donne « *un coup de boost* » à la rénovation des fermes, avec notamment des aides à l'investissement pour la couverture des fosses à lisier, n'est pas suffisant. Elle-même est en pleine réflexion sur la modernisation de ses bâtiments. « *Pour moi, le traitement des lisiers est aussi important que le bien-être animal. Je veux être au point là-dessus.* »

Pour la **Coordination rurale** (21,54 % aux dernières élections), une diminution des cheptels est tout aussi inenvisageable que du côté du tandem majoritaire. « *À cause des quotas laitiers et des gains de productivité,*

*on est déjà passé de 7 millions de vaches laitières en 1984 à 3,5 millions. On ne peut pas continuer à les réduire indéfiniment !* » estime Véronique Le Floc'h, vice-présidente du syndicat.

## Des prix qui favorisent l'engraissement des bêtes en bâtiment

Cette exploitante bio du Finistère souligne : « *On a besoin de l'élevage pour entretenir les paysages. Beaucoup de prairies sur lesquelles les vaches pâturent ne peuvent pas être cultivées : ce sont des zones humides, des zones de montagne... Les machines n'y passent pas.* » La syndicaliste fait référence à une récente étude de l'Idel (Institut de l'élevage, qui défend la filière) montrant que pour produire 1 kilogramme de protéine animale, 5 kilogrammes de protéines végétales sont nécessaires, mais que si ce kilogramme de protéine animale est supprimé, il ne pourra être remplacé que par 0,5 kilogramme de protéines végétales à destination de l'alimentation humaine.

*« Les vaches, elles nous rendent service. Avec le stockage du carbone dans les prairies, l'élevage apporte des solutions. On ne peut pas s'appuyer que sur des études alarmistes »,* avance cette éleveuse à la tête d'une centaine de vaches laitières. Selon elle, le problème se situe plutôt du côté des prix : dictés par l'industrie, ils favorisent l'engraissement des bêtes en bâtiment, le modèle le plus néfaste pour le climat.

Véronique Le Floc'h pense que des efforts sont déjà en route. Elle a fait faire le diagnostic sur son exploitation il y a trois ans. Depuis, le lisier issu de son troupeau est enfoui dans les champs. Comme les personnes interrogées à la FNSEA et chez les JA, elle croit à une amélioration de la ration alimentaire des bovins pour diminuer leurs émissions de méthane.

*« On ne pourra pas continuer avec la même masse de production animale. »*

Jean-Marc Thomas, élu de la Confédération paysanne

La **Confédération paysanne** (20,04 % des voix aux dernières élections) se dit, elle, prête à affronter la question de la diminution des cheptels. « *Si l'on veut respecter l'accord de Paris [accord signé en 2015 à l'issue de la COP21 sur le climat – ndlr], l'agriculture doit faire un certain nombre d'efforts, et les ruminants sont dans le viseur* », souligne Jean-Marc Thomas, porte-parole en Bretagne et membre de la commission Climat du syndicat.

La question est délicate pour ce syndicat agricole qui, comme les autres, est fortement représenté par des éleveuses et des éleveurs. « *Ça remue dans les brancards, même chez nous. Il va pourtant falloir s'y coltiner : on ne pourra pas continuer avec la même masse de production animale, et demain, la société mangera moins de produits laitiers et moins de viande.* »

Le syndicaliste prévient toutefois : il ne s'agit pas de décréter une diminution de façon arbitraire, qui soit la même pour tout le monde. « *Il faut se demander quel élevage on veut, et quel élevage on ne veut plus. C'est à décider avec les représentants politiques, mais aussi avec les citoyennes et les citoyens.* » Et à accompagner avec des moyens dignes de ce nom. « *Pour l'instant, les outils politiques sont dérisoires, et la réforme de la PAC [la politique agricole commune – ndlr] s'est montrée extrêmement décevante pour affronter la question climatique.* »

En Bretagne, le milieu agricole en est déjà bien conscient. Dans le schéma régional d'aménagement du territoire (SRADDET) voté en 2020, une annexe évoque une nécessaire baisse de 26 à 29 % du nombre de bovins – ainsi que des baisses significatives pour les volailles et les porcins – afin de répondre aux enjeux de pollution et de changement climatique. Si le président de région, le socialiste Loïc Chesnais-Girard, n'a pas voulu endosser cette estimation chiffrée par un bureau d'étude, le sujet est désormais sur la table.

« Ce que nous défendons à la Conf', c'est un développement de la polyculture-élevage sur tout le territoire, explique Jean-Marc Thomas. Car de petits troupeaux de vaches qui pâturent dans des prairies plantées de haies, cela permet de stocker le carbone. Cela amortit donc le choc des émissions de méthane, même si l'on reste davantage émetteur. Cela n'a rien à voir avec les fermes ultra-concentrées qui comptent de plus en plus de vaches. »

## Relancer les cheptels dans les zones montagneuses et intermédiaires

Attention cependant à ne pas regarder les indicateurs climatiques *stricto sensu*, souligne cet éleveur bovin installé en Centre-Bretagne. Un élevage laitier bio produit moins de lait qu'un élevage laitier conventionnel. À niveau de volume égal, le développement de l'agriculture biologique implique donc un nombre de bêtes supérieur... et plus d'émissions de méthane.

Le **Modéf** (1,89 % aux dernières élections) fait lui aussi le constat d'une agro-industrie extrêmement néfaste pour le climat. C'est ce modèle-là d'élevage qu'il faut supprimer si l'on veut réduire significativement les émissions de méthane, « *et pas que pour cette raison, d'ailleurs* », estime Pierre Thomas, son président.

En revanche, souligne cet éleveur bovin de l'Allier, il faut relancer les cheptels des zones montagneuses et intermédiaires, comme les Alpes, le Massif central et l'est de la France, car le nombre d'animaux a en réalité déjà beaucoup baissé dans ces endroits. Il faut savoir que l'élevage bovin, et laitier en particulier, est l'un des secteurs les moins rémunérateurs en agriculture aujourd'hui. « *Beaucoup en ont ras le bol de toucher des clopinettes. Une forme d'élevage risque de disparaître.* »

Or une telle disparition provoquerait sur les massifs le développement de la friche - un milieu très sec qui ne concourt pas au stockage du carbone, et qui sera sujet à de vastes incendies au fur et à mesure que le climat se réchauffera.

« *Il faut désintensifier des régions comme la Bretagne qui sont allées vers un développement agricole non maîtrisé, et mieux répartir l'élevage ailleurs sur l'ensemble du territoire*, poursuit le syndicaliste dont la ferme compte une quarantaine de vaches en production viande. *Il faut repenser complètement le schéma du monde agricole mis en place depuis les années 1960.* »

Pour cela, la question des moyens financiers mis sur la table est cruciale. C'est peut-être, à ce stade, le petit dénominateur commun aux cinq formations qui composent le paysage syndical agricole français : le nécessaire accompagnement financier des mesures. Mais, on le voit, entre soutien au dogme productiviste et retour à une agriculture paysanne plus diversifiée, les réponses apportées au dérèglement climatique divergent. Aucun des cinq syndicats, en tout cas, n'a essayé d'évaluer plus précisément le volume des émissions de méthane liées à l'élevage, et ce que chacune de leurs propositions pourrait venir atténuer.